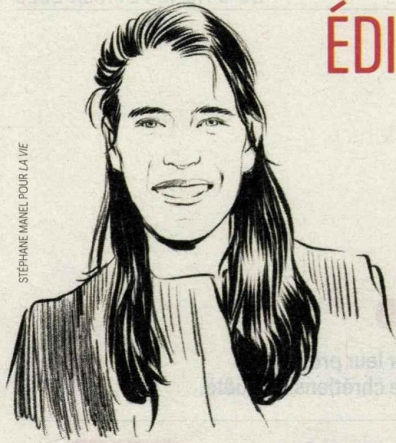




STÉPHANE MANEL POUR LA VIE



**ÉDITORIAL** par **Laurence Desjoyaux**  
Rédactrice en chef

**Quels enfants après nous ?**

**Le désir d'enfant est relativement stable alors que la fécondité a chuté dans le même temps.**

**D**es débats autour du budget en France, un sujet semble avoir disparu : la chute de la natalité. Il y a un an, Emmanuel Macron promettait un « réarmement démographique ». Il ne s'est rien passé depuis. On savait qu'il ne suffisait pas d'appuyer sur un bouton pour relancer la machine des naissances enrayée, mais les mesures annoncées ne se sont pas concrétisées : la mise en place d'un « service public » de la petite enfance reste pour l'instant assez floue et la revalorisation du congé parental a disparu.

**Pourtant, il y a urgence. Les dernières statistiques de l'Insee font apparaître une baisse de 2,2 % des naissances entre 2023 et 2024.**

Depuis 2010, dernier pic observé, elles ont chuté de 21,5 %. L'an dernier, la différence entre naissances et décès s'établissait à + 17 000, soit le niveau le plus bas depuis la fin de la Première Guerre mondiale. La pyramide des âges se transforme en entonnoir ; les moins de 15 ans sont moins nombreux que les plus de 65 ans. L'indice de fécondité (1,62 enfant par femme, le plus bas depuis 1919) ne permet pas le renouvellement des générations. Il est bel et bien fini, le temps de l'exception démographique française. Notre pays rejoint, sans encore en avoir pris la mesure, la cohorte de ceux qui voient leur jeunesse fondre comme neige au soleil : un « suicide démographique » de l'Europe, alertait déjà la Fondation Robert Schuman en 2018. C'est notre modèle social qui est en jeu.

**Mais l'inquiétude va au-delà. Car on ne fait pas d'enfants pour financer les retraites – ni pour toucher des allocations familiales.** On donne la vie dans un élan qui traverse les générations. Pour partager le bonheur de vivre, avoir la joie de voir grandir un enfant ou transmettre

ce en quoi l'on croit. Cet élan brisé dit aussi, en creux, la peur d'un avenir sombre. Or, que peut l'État face à cet abîme qui s'ouvre sous nos pieds ? En premier lieu, aborder le sujet avec humilité. Car la question de la natalité est d'abord éminemment intime – c'est d'ailleurs en cela aussi que le terme de « réarmement » avait pu choquer. Ce n'est pas pour la France que l'on fait des enfants. Chaque naissance est une histoire d'amour, chaque nouveau-né, un être unique qui ne répondra à aucune des projections que l'on a faites sur lui.

**Ce désir a-t-il vraiment disparu ?** Le premier indicateur sur lequel nous devrions nous pencher est le *baby gap*, c'est-à-dire la différence entre le nombre d'enfants réel et le nombre d'enfants souhaité. La dernière étude de l'Union nationale des associations familiales à ce sujet, en 2023, montre que le désir d'enfant est de 2,46 pour les personnes en couple de 25 à 44 ans. Un chiffre relativement stable depuis une précédente étude de 2011, alors que la fécondité a chuté dans le même temps.

**Là encore, les raisons de ne pas avoir cet enfant de plus – pourtant désiré – sont multiples, et l'État ne peut agir sur toutes.** Mais il en est qui sont de son ressort : l'explosion des coûts du logement, la politique familiale rabotée depuis 2008, l'équilibre entre vies professionnelle et familiale, qui suppose une offre de modes de garde en quantité suffisante, là où la plupart des jeunes parents « galèrent » pour trouver une place en crèche ou une assistante maternelle. Sans compter les questions de santé et d'environnement liées à la fertilité (endométriose, perturbateurs endocriniens). Car les politiques publiques comptent autant par leurs effets concrets que par le message qu'elles envoient : les enfants, même s'ils ne votent pas, sont notre avenir et notre espérance. ●